

Grenoble, Paris, Milan, Bouskoura, Crolles, Rousset...

Fronde printanière chez STMicroelectronics : les salariés se battent pour leur avenir

TDL publie aujourd'hui une première contribution du ReAct. ReAct – [Réseaux pour l'Action collective transnationale](#) – est une association basée à Grenoble qui a pour but de soutenir riverains et travailleurs face aux entreprises multinationales. Depuis 2015, elle accompagne les syndicats de l'entreprise STMicroelectronics dans la construction d'une alliance transnationale pour donner plus de poids à leurs revendications. Ce texte offre un premier compte-rendu de cette action.

Tout au long du printemps 2016, rassemblements, grèves, débrayages et sit-in ont agité l'entreprise STMicroelectronics. L'annonce le 27 janvier dernier du licenciement de 1 600 personnes de par le monde et de la fermeture de la ligne de produits décodeurs et box internet (numérique avancé) a servi d'électrochoc. Mais cela fait bien longtemps que les syndicats tirent la sonnette d'alarme, soulignant l'absence de stratégie à long terme de l'entreprise, des conditions de travail qui se dégradent et le refus de la direction de signer des conventions collectives avec les syndicats au Maroc ou en Italie. Au lieu de faire face séparément aux difficultés rencontrées, les syndicats ont décidé de s'organiser par-delà les frontières et d'articuler des revendications communes.



Une multinationale majeure de la micro-électronique qui privilégie les intérêts financiers

Il faut comprendre, STMicroelectronics, entreprise issue de la fusion en 1987 de SGS Microelettronica (Italie) avec Thomson Semi-conducteurs (France), a longtemps fait figure de *success-story* dans le domaine des semi-conducteurs¹. Implantée dans l'axe propice Milan-Grenoble où la présence du LETI, laboratoire du Commissariat à l'énergie atomique, favorise la création de *start-ups* de pointe et attire des travailleurs qualifiés tandis que Milan concentre de nombreuses entreprises de micro-électronique de pointe, l'entreprise organise sa production entre l'Europe, l'Asie et le Maghreb. Elle produit ses circuits dans des *fabs* – les usines de fabrication des circuits, salles « blanches » qui tournent 24h sur 24, 7 jours sur 7 – d'abord en Europe², puis, à partir des années 1990, également en Asie³. L'assemblage et le test des produits ont été délocalisés, d'abord vers le Maghreb, puis vers l'Asie⁴. Enfin, ses divisions de recherche et développement réunissent des salariés à travers la France, l'Italie, les États-Unis, l'Inde, et Singapour.

Dans les années 1990, STMicroelectronics bénéficie de l'explosion du secteur de la micro-électronique et de son utilisation croissante dans la vie quotidienne (cartes à puce, téléphones portables, voitures, électro-ménager...). Elle devient le leader européen des semi-conducteurs et, en 2001, la troisième entreprise de semi-conducteurs au monde⁵. Pour une entreprise qui, en 1987, était classée douzième entreprise mondiale, qui n'a pas suivi la trajectoire « *fabless*⁶ » et qui a su développer une partie de sa main d'œuvre qualifiée en Asie sans cesser les opérations en Europe, c'est impressionnant.

Toutefois, à partir de 2005, les choses prennent une autre tournure. Les partenariats entamés à grands frais (avec Motorola-Freescale, Philips-NXP, Ericsson⁷) sont remis en question. De nombreux sites et divisions sont fermés à Rennes, Bristol (Royaume-Uni), Ain Sebaa (Maroc), Longgang (Chine) et entraînent des pertes de savoir-faire et la fermeture de lignes de produits pourtant compétitifs. En dix ans, l'entreprise cumule plus de 3,6 milliards d'euros de pertes, et chute à la dixième place du classement mondial. Plus de 6 200 postes de travail sont supprimés, alors que le secteur est en pleine expansion⁸. Pourtant, les dividendes sont restées stables : ces cinq dernières années, alors que le chiffre d'affaire chutait sans retenue, les actionnaires ont reçu en moyenne 350 millions de dollars par an⁹, tandis que la rémunération du PDG Carlo Bozotti, son PDG, a augmenté de 360 %.

¹ Les semi-conducteurs sont des matériaux qui servent à la fabrication des puces électroniques. STMicroelectronics conçoit, produit et teste ces puces qui sont destinées à différents objets de la vie quotidienne.

² En France à Crolles, Tours et Rousset et en Italie à Agrate et Catane.

³ A Singapour sur le site de Ang Mo Kio.

⁴ Les circuits sont testés et assemblés en Malaisie (Muar), à Malte (Kirkop), au Maroc (Bouskoura), à Shenzhen (Chine) et aux Philippines (Calamba).

⁵ Voir comptes annuels 2001.

⁶ Stratégie adoptée par de nombreuses entreprises de la microélectronique où la fabrication des puces et circuits est soustraitée à une « fonderie », souvent basée en Chine ou à Taiwan.

⁷ L'alliance ST-NXP-Freescale est scellée en 2003 et permet d'ouvrir une nouvelle *fab* à Crolles. Toutefois, malgré les importantes subventions reçues, le partenariat est dissous en 2007 suite au retrait de Freescale et NXP.

⁸ Voir Comptes annuels 2015. L'entreprise emploie ainsi 43 183 salariés en 2015, en baisse par rapport aux effectifs de 52 180 en 2007.

⁹ Voir : <http://finance.lesaffaires.com/stock/insiders?t=STMEF®ion=USA&culture=en-CA&cobrandid=90>

Ces problèmes d'ordre économique ont des répercussions sur le terrain social : malgré une implantation historique en Europe, les relations professionnelles en France et en Italie se tendent. L'année 2015 voit des mouvements spontanés éclater en France face à des conditions de travail qui empirent, tandis que les syndicats italiens organisent des grèves pour protester contre le refus de l'entreprise de signer une convention collective. En Malaisie et au Maroc, les organisations syndicales ne seront finalement reconnues qu'en 2010 et 2012 respectivement, après de nombreuses années de lutte avec la direction.

Construire un intérêt syndical transnational

C'est donc à des difficultés multiples et parfois discordantes que font face les syndicats. La stratégie industrielle semble au cœur des revendications en France et en Italie, alors que la problématique du respect des libertés syndicales anime les luttes syndicales au Maroc ou en Malaisie. Toute la difficulté est de trouver des revendications communes à travers des sites placés dans des contextes institutionnels totalement différents et à différentes étapes de la chaîne de production au sein de STM. De plus, d'un pays à l'autre, les syndicats n'ont accès ni aux mêmes informations, ni aux mêmes institutions, ce qui explique que les imaginaires d'action et les revendications varient sensiblement. Ainsi, les syndicats français et italiens, dont les États sont actionnaires majoritaires, peuvent interpeller leurs gouvernements respectifs tandis que les syndicats marocains ou malaisiens ont dû développer une relation avec leur direction locale pour faire avancer leurs revendications.

Toutefois, au fil des échanges qui ont été organisés entre syndicalistes au cours de l'hiver 2015-2016, ces différences se sont atténuées. Les rencontres sur Skype et les partages d'information par email ont créé un forum de discussion, permettant aux uns et aux autres de formuler leurs interrogations et de mieux se connaître : qu'est-ce qui se passe en France en ce moment ? Comment est-ce que le plan de licenciement va se répercuter sur les différents sites à travers le monde ? Quel est l'historique des mobilisations au Maroc ? Ces échanges entre délégués syndicaux ont permis de dégager un constat partagé et des envies communes. Tout d'abord celle de se rencontrer : sept organisations syndicales de ST - l'UMT pour le Maroc, la CFDT et la CGT pour la France, la CGIL, l'UIL et la CISL pour l'Italie et l'EIEUSR pour la Malaisie - ont envoyé une lettre commune à Industri'ALL Global Union¹⁰ demandant l'organisation d'une réunion internationale. Ensuite, l'envie d'articuler les revendications locales avec des revendications globales touchant toutes les organisations. Le 1^{er} avril, ces sept syndicats ont ainsi publié un communiqué commun demandant :

- La suspension du versement des dividendes et l'arrêt de la gestion financière de réduction des coûts ;
- Le retour à une stratégie de développement et d'investissement dans tous les secteurs – dans le digital avancé, l'analogique et les technologies mixtes – et dans tous les pays ;
- L'annulation des licenciements et suppressions d'emplois annoncés le 27 janvier partout dans le monde, grâce aux nécessaires plans industriels de relance ;
- Une meilleure politique sociale et salariale et le respect des droits syndicaux dans tous les pays.

¹⁰ Industri-ALL est la fédération syndicale internationale née en 2012 de la fusion des internationales sectorielles de la métallurgie, de la chimie-énergie et du textile. Elle représente plus de 50 millions de travailleurs industriels dans 140 pays.

Depuis, les organisations syndicales organisent des actions communes, en soutien aux revendications nationales tout en soulignant la dimension internationale de ces mobilisations. Ainsi le 20 avril, alors qu'en Italie une coordination intersyndicale de ST organisait 4 heures de grève pour réclamer la discussion du contrat d'entreprise, l'UMT a tenu un rassemblement de plus de 200 personnes à Bouskoura (Maroc) et présenté les revendications communes. Actuellement, les syndicats se concertent pour organiser des actions communes avant l'assemblée des actionnaires prévue le 25 mai à Amsterdam afin de mettre en évidence l'urgence de changer de direction, de diminuer les dividendes et d'investir avec ambition dans les lignes de produits compétitifs. Ils commencent à être entendus. La rumeur annonce ainsi que lors de l'AG les actionnaires devraient voter la diminution des dividendes. Le remplacement de l'équipe de direction n'est toutefois pas encore acquis.

Cette expérience d'action syndicale coordonnée à l'échelle transnationale permet de positionner le syndicalisme comme un acteur capable de réfléchir et de se confronter avec la direction de l'entreprise au niveau pertinent où celle-ci conçoit ses stratégies, celui du marché global. Elle rompt avec l'image traditionnelle des syndicats qui sont souvent perçus comme protectionnistes et concentrés sur leurs problèmes locaux, incapables de se projeter dans une perspective plus large. C'est un aspect essentiel de l'alliance qui est en train de se construire : le rapprochement entre syndicats n'est pas animé par une réaction de défense des intérêts nationaux contre ceux des autres pays, mais bien par la reconnaissance de la nécessité de penser et travailler au sein de l'économie globalisée pour être pérenne et croître. Les syndicats se montrent ainsi très attentifs à tous les aspects stratégiques de l'entreprise et prennent en compte l'importance des différents sites et lignes de produits pour la survie de leur entreprise dans un secteur ultra-compétitif et en évolution permanente.

A cela s'ajoute le constat simple et plus général qu'agir dans l'économie mondialisée se pense à différentes échelles : locale, régionale, nationale et internationale. En effet, chacune de ces échelles peut être activée par les organisations de travailleurs pour faire face aux décisions de l'entreprise et toutes peuvent se stimuler l'une l'autre. C'est un aspect pragmatique de l'intérêt de coordonner les actions au niveau international, mais à celui-ci s'ajoute l'expérience partagée de l'action syndicale moderne face à une direction qui, quel que soit le pays, préférerait le silence et la collaboration passive des salariés. Cette solidarité née de l'expérience partagée des difficultés du travail syndical n'est pas à négliger. Au-delà des luttes locales, elle permet de donner à la conscience syndicale une dimension globale concrète en l'ancrant dans des expériences communes.

Emma Saunders, membre du ReAct